

Les conséquences d'un non

Désormais, le non au traité établissant une Constitution pour l'Europe peut raisonnablement l'emporter non seulement en France mais aussi aux Pays-Bas. Dans le cas où cette hypothèse se vérifierait, quels sont les scénarii envisageables pour l'Union européenne?

■ Tout d'abord, l'article IV-443 du présent traité stipule que «si à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la signature du traité modifiant le présent traité, les quatre cinquièmes des États membres ont ratifié ledit traité et qu'un ou plusieurs États membres ont rencontré des difficultés pour procéder à ladite ratification, le Conseil européen se saisit de la question».

En conséquence, l'éventuel rejet du présent traité par un des États membres est donc laissé à la libre appréciation des autres gouvernements du Conseil européen dont les parlements et les citoyens l'auraient approuvé.

En 1992, le Danemark s'était prononcé contre le traité de

Maastricht. En 2001, c'est la république d'Irlande qui ne ratifia pas le traité de Nice.

A chaque fois, le Conseil européen – après avoir prévu des régimes dérogatoires – usa de toute son influence pour que les citoyens des ces deux États puissent voter une seconde fois et de façon positive. Le stratagème imaginé réussit.

Lorsque la Suède refusa de se joindre à la zone euro en 2003, le Conseil européen ne bougea pas dans la mesure où déjà plusieurs États membres comme le Royaume-Uni n'en faisaient pas partie. Par son inertie, il reconnaissait de facto que la construction européenne était désormais à plusieurs vitesses, voire, à plusieurs options.

Si la France et les Pays-Bas préfèrent une autre Europe à celle qui est proposée dans le traité constitutionnel, le Conseil européen ne pourra nullement demander à ces deux États fondateurs de l'Union européenne d'organiser un second vote, même avec des dispositions particulières. La légitimité politique en France est étroitement associée à la souveraineté populaire.

Demander aux Français de s'exprimer une seconde fois amplifierait les risques d'une seconde non-ratification. Qui plus est, comment un régime particulier pourrait être réservé à l'un des États qui a contribué le plus à la conception du traité constitutionnel?

Conséquences géopolitiques

Il n'est pas sûr non plus que les processus de ratification se poursuivent dans les autres États de l'Union européenne après de tels votes négatifs, surtout dans ceux qui comme le Luxembourg, la Pologne, la République tchèque et le Royaume-Uni, ont choisi la voie référendaire. Le Premier ministre britannique, qui n'est nullement certain de la victoire du oui, ne cache plus qu'il ajournerait *sine die* le référendum bien que le parlement britannique ait voté, en janvier 2005, l'*European Union bill*.

Ces conjonctures relevant d'une approche institutionnaliste ne doivent pas occulter l'essentiel, c'est-à-dire les conséquences géopolitiques au sein de l'Union européenne et pour

l'Union européenne elle-même.

Tout d'abord, le couple franco-allemand – dont l'efficacité est déjà atténuée à la fois par l'essoufflement de leurs modèles sociaux et économiques, par l'élargissement même de l'Union et par la volonté d'une partie des élites dirigeantes allemandes de retrouver une autonomie d'action – s'en trouverait certainement ébranlé et tous les États qui l'ont toujours soutenu, à commencer par le Luxembourg.

Ensuite, la vision anglosaxonne et désormais est-européenne, c'est-à-dire une union politique réduite à la communauté des acquêts – qui se concrétiserait aussi avec une adhésion de la Turquie à l'Union européenne – s'imposerait du moins dans le court terme.

Son corollaire est que les États européens ne pourraient imposer le concept de multilatéralisme dans le domaine des relations internationales, étant donné que leur politique étrangère et de sécurité commune serait encore largement à l'état embryonnaire en dépit des déclarations grandiloquentes et des gesticulations actuelles.

Enfin, des États européens, qu'ils aient voté non ou oui, chercheraient à poursuivre l'approfondissement politique de l'Union qui leur est refusé par la non-ratification du traité constitutionnel dans d'autres unions.

À côté d'un espace économique européen dénommé Union européenne, d'une alliance militaire et diplomatique, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, d'une ONU régionalisée, le Conseil de l'Europe et l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe, nous pourrions avoir fort bien de multiples fédérations d'États à l'image de la Suisse ou de nombreux conseils d'États à l'image du conseil nordique.

Fédérations ou conseils d'États qui seraient à la fois le prolongement de la capacité d'action des actuels États-nations et les nouveaux instruments de gouvernance dans un monde où de toute façon, n'en déplaît à certains partisans du non, toutes les sociétés et économies sont de plus en plus imbriquées.

Philippe Poirier est docteur en sciences politiques, chercheur à l'université du Luxembourg